

OBSERVATOIRE ÉCONOMIQUE

Rapport sur les résultats 2017

Christian Aeberhard
Prométerre

Débora Johannot
Fidasol SA

Lausanne, janvier 2019

Table des matières

Préface	2
1. L'agriculture vaudoise, quelques points de repère	3
1.1 Les structures d'exploitation	3
1.2 Le cheptel de rente	4
1.3 Le sol cultivé.....	4
1.4 Les entreprises agricoles, l'emploi rural et la production BIO	6
1.5 Les comptes régionaux de l'agriculture, partie vaudoise	7
2. Protection à la frontière, entre sécurité alimentaire et accès aux marchés	9
2.1 Vue d'ensemble du Conseil fédéral controversée.....	9
2.2 Un système complexe dont l'efficacité est confirmée par la pugnacité de ses détracteurs.....	9
2.3 Des méthodologies, modélisations et simulations macro-économiques.....	10
___ Examen des politiques agricoles par l'OCDE.....	10
___ Modèles de projections Swissland et Capri	10
___ Perspectives du Swiss Agricultural Outlook.....	10
2.4 De l'utilité de la protection douanière, avec ses avantages et ses inconvénients.....	11
3. Résultats comptables et financiers des exploitations vaudoises affiliées à Fidasol SA	12
3.1 La situation vaudoise en comparaison nationale	12
3.2 Les résultats comptables vaudois par région de production	12
3.3 Les résultats comptables vaudois par type d'exploitations	15
Commentaire	15
Annexes - Les résultats comptables CH et VD pour 4 types d'exploitations 2015-2017	16

Abréviations

CRA	Comptes économiques régionaux de l'agriculture
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OFS	Office fédéral de la statistique, Neuchâtel
PA	Politique agricole (p. ex. PA22+)
PIB	Produit intérieur brut
SAO	Swiss Agricultural Outlook
SAU	Surface agricole utile
STATVD	Statistique Vaud (Département des finances)
UGB	Unité Gros Bétail (normalisation du cheptel)
UTA(F)	Unité de travail agricole (familiale)
TJ	Térajoule (239 millions de kilocalories)

Préface

La numérisation des données est aujourd'hui un des grands enjeux de notre société et de toute l'économie, qu'il s'agisse de les protéger lorsqu'elles sont privées ou d'en tirer profit par une utilisation d'autant plus intensive que les possibilités matérielles de les traiter sont devenues presque illimitées. Les données provenant des comptabilités des exploitations agricoles, qu'elles soient physiques, économiques ou financières, présentent aussi un grand intérêt, d'abord pour l'administration (fiscalité, politique agricole, statistiques, recherche), mais aussi pour la promotion et la défense professionnelles (vulgarisation, conseil de gestion et fiscal, communication, revendications, négociations commerciales). Au sein de Prométerre, leur valorisation ciblée, après moult triturations et mises en perspective, permet de comparer, de référencer, d'argumenter, de conseiller, donc de communiquer au bénéfice des intérêts des agriculteurs et des familles paysannes. Pour cela, il est nécessaire de disposer de l'accord de celles et ceux à qui appartiennent ces données, notamment lorsqu'elles sont sensibles et privées, tout en en garantissant sans failles leur anonymat et une stricte confidentialité quant à leur diffusion. Par conséquent, nous remercions très sincèrement de leur confiance les chefs d'exploitation qui fournissent les données comptables de leur entreprise à Fidasol SA, en particulier lorsqu'ils donnent leur agrément explicite à leur utilisation statistique au service de la défense professionnelle, que ce soit par le biais de la présente publication ou pour améliorer les référentiels du conseil de gestion dispensé aux agriculteurs qui y ont recours, par exemple. Notre gratitude va également aux chefs d'exploitation qui collaborent avec Agroscope dans le cadre du Dépouillement centralisé des données comptables.

Ch. Aeberhard, adjoint de Direction

1. L'agriculture vaudoise, quelques points de repère

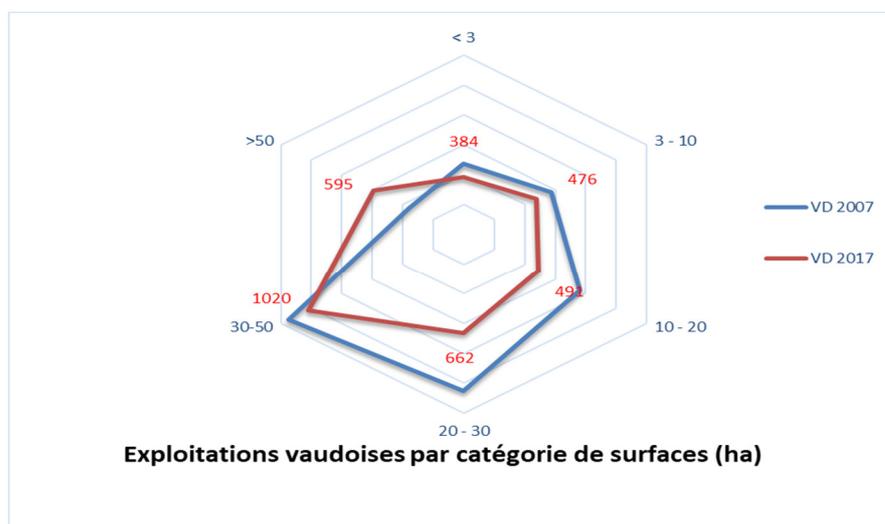
1.1 Les structures d'exploitation

Tableau n°1 - Nombre d'exploitations par catégorie de grandeur (source OFS - STATVD)

Surface en ha	VD 2007	VD 2016	VD 2017	VD en %/an 2007 / 2017	CH 2007	CH 2016	CH 2017	CH en %/an 2007 / 2017
< 3	475	339	384	-1.92%	6579	5451	5440	-1.73%
3 - 10	572	459	476	-1.68%	14148	9717	9511	-3.28%
10 - 20	761	493	491	-3.55%	20875	15724	15324	-2.66%
20 - 30	1052	709	662	-3.71%	11694	10884	10725	-0.83%
30-50	1152	1040	1020	-1.15%	6751	7807	7870	1.66%
>50	360	578	595	6.53%	1717	2680	2750	6.02%
Total	4372	3618	3628	-1.70%	61764	52263	51620	-1.64%
				dont 273 expl. BIO				
VD 2017/2016				+ 0.28%	CH 2017/2016			-1.23%

Avec un nombre d'exploitations quasiment égal à celui de l'année passée, la diminution traditionnellement plus importante dans le canton de Vaud que la moyenne nationale tend à s'estomper ; elle reste toutefois plus marquée pour les exploitations de 20 à 30 ha. Constat confirmé depuis l'an passé, la catégorie de 30 ha à 50 ha diminue sur Vaud, alors qu'elle continue d'augmenter en moyenne suisse. La presque stabilisation de l'évolution moyenne des structures vaudoises entre 2016 et 2017 est 4 à 5 fois plus faible que la moyenne suisse, ce qui s'explique par un renoncement temporaire à la cessation d'exploitation du fait des incertitudes fiscales pesant sur les agriculteurs sans succession dans l'entreprise.

Graphique n° 1 – répartition des exploitations par leur taille en ha (source OFS - STATVD)



1.2 Le cheptel de rente

L'effectif bovin vaudois affiche une légère diminution (- 1,2%) depuis 2016, comme celui du nombre de vaches (- 1%). La relativement faible diminution du cheptel bovin sur le long terme (- 2,9% en 10 ans) est à l'inverse du nombre de ses détenteurs (- 24,3%). Le cheptel porcin s'érode fortement (-13,7% en 10 ans), avec une diminution encore plus marquée du nombre de détenteurs de porcs (- 52,7%), le corollaire étant une forte augmentation des effectifs moyens par exploitation détentrice, largement supérieurs à la moyenne suisse, ceci tant pour les bovins que pour les porcs. L'effectif ovin voit sa chute à long terme ralentie (- 25% sur 10 ans, mais + 7,7% en 2017), alors que celui de la volaille affiche une certaine stagnation, avec même une légère régression à court terme (- 4,4% en 2017).

Tableau n° 2 - Détenteurs et effectifs d'animaux de rente sur Vaud (source OFS)

Espèces détenues	VD 2007	VD 2016	VD 2017	VD évol. 2007-2017	CH 2017	VD en % CH (2017)
Détenteurs de bovins	2'428	1'890	1'838	- 24.3%	35'513	5.18%
Effectifs de bovins	114'117	112'162	110'836	- 2.9%	1'544'612	7.18%
dont vaches	45'491	43'720	43'271	- 4.9%	692'583	6.25%
Bovins par exploitation	47	59	60	+ 28.3%	43	138.64%
Détenteurs de porcs	275	141	130	- 52.7%	6'406	2.03%
Effectifs de porcs	44'613	39'762	38'515	- 13.7%	1'444'591	2.67%
Porcs par exploitation	162	282	296	+ 82.6%	226	131.38%
Détenteurs de chevaux	979	836	866	- 11.5%	8'435	10.27%
Effectifs équin de rente	6'868	6'802	6'923	+ 0.8%	55'535	12.47%
Equins par exploitation	7	8	8	+ 14.0%	7	121.42%
Ovins	17'318	13'388	14'421	- 16.7%	342'419	4.21%
Détenteurs de volaille	748	590	572	- 23.5%	12'863	4.45%
Effectifs de volaille	731'991	1'227'076	1'173'330	+ 60.3%	11'408'804	10.28%
dont poulets de chair	524'234	901'138	872'861	+ 66.5%	7'151'253	12.21%

1.3 Le sol cultivé

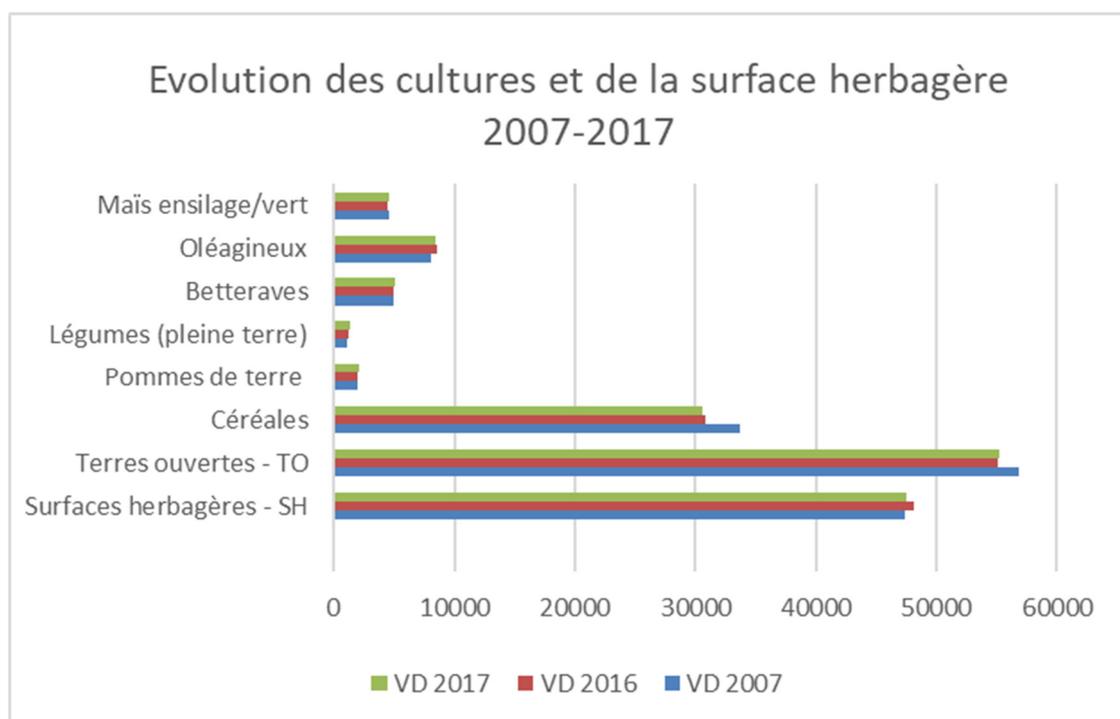
La diminution globale de la surface cultivée (SAU : - 1 % en 10 ans sur VD) se poursuit avec une perte d'env. 100 ha par année. Le désintérêt économique pour les cultures à faible valeur ajoutée, en particulier les céréales (- 9%), se confirme alors que la surface cultivée en pommes de terre s'est accrue en 2017 (+ 6%), ce qui est nouveau. La surface herbagère vaudoise, ainsi que les surfaces en maïs fourrager sont relativement stables, tandis que les terres ouvertes regagnent du terrain en 2017. En moyenne sur 10 ans, les cultures sarclées (oléagineux, légumes de plein champ et betteraves) maintiennent leur croissance relative (+ 4%, resp. + 26% et + 3%). Les surfaces destinées à la production végétale dans le canton représentent une part largement supérieure à sa part de 10,4% à la SAU nationale : > 20% des terres ouvertes, 21% des emblavures céréalières, 18% des pommes de terre, 26% des betteraves à sucre, 30,5% des plantes oléagineuses et plus de 28% de la surface viticole.

Tableau n° 3 - Surfaces cultivées au sein de la SAU vaudoise (source OFS - STATVD)

Utilisation du sol	VD 2007	VD 2016	VD 2017	VD Evol. 2007-2017	CH 2017	VD en % CH (2017)
Surfaces herbagères - SH	47'347	48'105	47'472	0%	733'271	6.47%
Terres ouvertes - TO	56'876	55'152	55'277	-3%	273'955	20.18%
Céréales	33'717	30'874	30'648	-9%	143'324	21.38%
Pommes de terre	1'959	1'972	2'067	6%	11'276	18.33%
Légumes (pleine terre)	1'098	1'269	1'383	26%	12'127	11.40%
Betteraves	4'930	4'971	5'079	3%	19'629	25.87%
Oléagineux	8'079	8'535	8'413	4%	27'615	30.47%
Maïs ensilage/vert	4'579	4'497	4'618	1%	47'865	9.65%
Cultures pérennes - CP	4'649	4'528	4'518	-3%	20'532	22.00%
arboriculture	784	692	682	-13%	7'152	9.54%
vignoble	3'838	3'802	3'801	-1%	13'380	28.41%
Autres SAU	936	1'200	1'150	23%	18'352	6.27%
Surface agricole utile - SAU	109'560	108'985	108'350	-1%	1'046'109	10.36%

* * *

Graphique n° 2 - Evolution des surfaces de grandes cultures (source OFS - STATVD)



1.4 Les entreprises agricoles, l'emploi rural et la production BIO

En 2017 (voir Tableau n°1), la diminution du nombre de domaines vaudois exploités a été de 0,28 % (- 1,23 % en CH), ce qui contraste fortement avec l'évolution des dix dernières années (- 1,7% VD, resp. - 1,64% CH). Ce phénomène déjà observé en 2016 confirme l'effet cumulé du frein à la remise de domaines que constituent l'attrait des paiements directs et l'absence de toute rémunération intéressante pour les liquidités qui résultent de la liquidation de l'entreprise ; les incertitudes en matière de fiscalité immobilière agricole ont également contribué au blocage des cessations et remises d'exploitations dans nos campagnes. Les exploitations vaudoises représentent 7% du nombre total en Suisse, alors qu'elles ont cultivé 10,4% du sol national et constituaient 8,2% des emplois agricoles du pays, ce qui est stable par rapport à l'an passé. Avec des structures plus grandes, économiquement plus performantes, Vaud comptabilise une proportion plus élevée d'entreprises exploitées à titre principal (env. 80% VD pour 71% en CH), mais aussi une part nettement moindre de main-d'œuvre familiale (62% VD pour 78% en CH).

Du fait d'une orientation portée davantage sur les cultures sarclées et les cultures spéciales, avec de plus grandes exploitations polyvalentes (p. ex. agri-viti), le canton de Vaud affiche des parts en production biologique (7.5% des expl. et 8% de la SAU) moins importantes que la moyenne suisse (13%, resp. 14.5%). La production biologique en terre vaudoise en 2017 est néanmoins en grande progression par rapport à 2016 (+ 25%, resp. +19%), affichant un taux de multiplication d'env. 2.5 dans les 10 dernières années.

Tableau n° 4 - Entreprises agricoles vaudoises : taille et typologie (source OFS)

Données structurelles	VD 2007	VD 2016	VD 2017	CH 2007	CH 2016	CH 2017
SAU (sans alpages)	<i>ha</i>	<i>ha</i>	<i>ha</i>	<i>ha</i>	<i>ha</i>	<i>ha</i>
Total des surfaces	109'560	108'985	108'350	1'060'243	1'049'072	1'046'109
Surface par exploitation	25.1	30.1	29.9	17.2	20.1	20.3
Surf./expl. à titre principal	28.0	34.0	35.0	21.0	25.0	25.0
dont en prod. biologique	3.0%	6.3%	7.9%	11.0%	13.5%	14.5%
Exploitations						
Total des exploitations	4'372	3'618	3'628	61'764	52'263	51'620
dont à titre principal (>1'500h)	81.0%	81.8%	80.0%	73.0%	71.0%	71.0%
dont prod. biologique	3.2%	6.3%	7.5%	10.0%	12.1%	12.9%
Emplois						
Total des emplois	13'595	12'540	12'653	172'991	153'359	153'864
dont à plein temps	54.0%	54.1%	52.0%	45.0%	45.0%	44.0%
dont membres de la famille	9406	7892	7869	142657	121185	119874
dont MO familiale	69.2%	62.9%	62.2%	82.5%	79.0%	77.9%

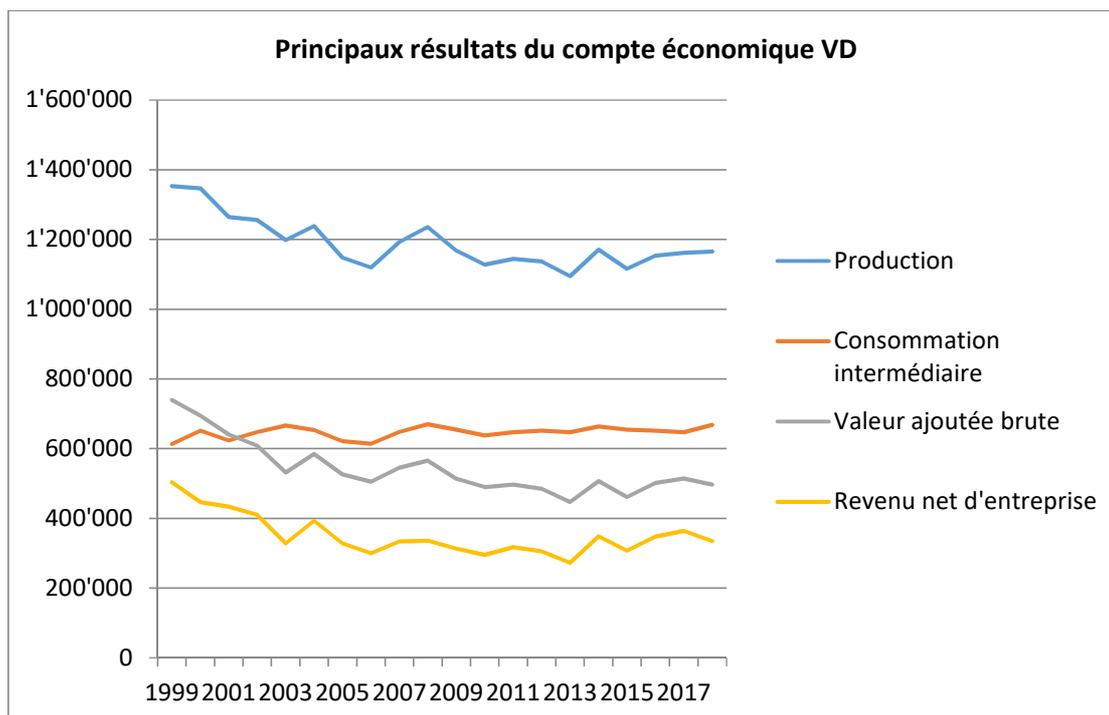
1.5 Les comptes régionaux de l'agriculture, partie vaudoise

Les comptes régionaux de l'agriculture (CRA) établis par l'OFS pour chaque canton permettent de situer la prospérité relative de l'agriculture d'un canton en comparaison nationale et pluriannuelle. Les résultats vaudois des trois dernières années sont présentés ci-dessous en regard de l'exercice 2017 au plan national, ainsi que de l'année 2008 au niveau cantonal, ce dernier exercice étant le premier de la PA 2011 qui a duré de 2008 à 2013. La part vaudoise aux résultats nationaux des comptes économiques de l'agriculture (entre 11% et 16%) est supérieure à la part du territoire suisse que le Pays de Vaud agricole représente (10,4%) ou à la part des paiements directs (9,3%) qui revient aux agriculteurs vaudois. Une telle comparaison dénote une vraisemblable meilleure efficacité économique (structures plus performantes, production à plus haute valeur ajoutée), sans préjudice de la rémunération globale du travail, que ce soit celle des salariés ou celle des chefs d'entreprises (revenu net). Ce constat est réjouissant mais il s'explique surtout par une part plus grande des cultures spéciales dans la production vaudoise. En considérant le « PIB agricole vaudois » que constitue la notion de valeur ajoutée brute, il est constaté pour ces dernières années une lente amélioration, qui se stabilise compte tenu des variations annuelles imputables aux marchés ou à la météorologie. L'évolution du revenu net d'entreprise confirme cette tendance mais elle montre aussi qu'une meilleure année, telle 2017, génère aussi une croissance des consommations intermédiaires, voire un rattrapage des investissements, ce qui se répercute alors négativement sur le revenu ultérieur. Avec ses extrêmes climatiques, 2018 s'annonce d'ores et déjà en net recul.

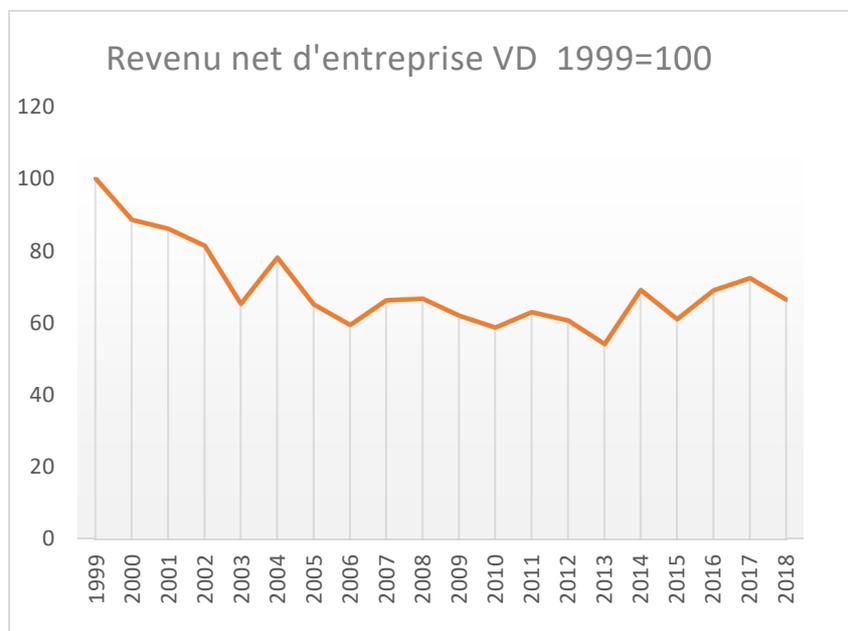
Tableau n° 5 – Comptes économiques régionaux de l'agriculture VD et CH (source OFS)

	VD 2008	VD 2016 ¹⁾	VD 2017 ²⁾	VD 2018 ³⁾	CH 2017 ²⁾	VD/CH 2017
Production agricole	1'228'310	1'153'250	1'161'203	1'164'984	10'310'904	11.26%
- Cons. intermédiaire	667'045	651'687	646'810	667'846	6'336'021	10.21%
= Valeur ajoutée brute	561'265	501'563	514'393	497'138	3'974'883	12.94%
- Cons. de capital fixe	221'201	188'149	188'073	192'759	1'966'756	9.56%
= Valeur ajoutée nette	340'064	313'414	326'320	304'379	2'008'127	16.25%
+ Paiement directs	232'818	272'746	272'815	268'552	2'944'625	9.26%
- Autres impôts s./prod.	5'659	9'977	7'438	8'166	146'462	5.08%
= Revenu des facteurs	567'223	576'183	591'698	564'765	4'806'290	12.31%
- Rémun. des salariés	177'025	178'596	176'743	179'326	1'292'439	13.68%
= - Excédent net d'expl.	390'198	397'587	414'955	385'439	3'513'851	11.81%
- Fermages	27'297	30'169	30'536	30'925	258'755	11.80%
- Intérêts à payer	32'298	20'439	20'467	20'547	208'005	9.84%
+ Intérêts à recevoir	1'563	718	709	714	7'085	10.01%
Revenu net d'entreprise	332'166	347'697	364'661	334'681	3'054'175	11.94%

Graphique n° 3 – résultats des Comptes économiques régionaux pour Vaud (source OFS)



Graphique n° 4 – évolution indicielle du revenu net d'entreprise (source OFS)



2. Protection à la frontière, entre sécurité alimentaire et accès aux marchés

2.1 Vue d'ensemble du Conseil fédéral controversée

La protection douanière fait partie intégrante de la politique agricole depuis la seconde moitié du XX^{ème} siècle. Elle vise à préserver la production indigène d'une concurrence par trop déloyale, sachant que le caractère tourmenté de notre territoire et de son climat, comme la cherté de l'environnement économique helvétique, sont des causes objectives de très gros désavantages comparatifs face aux produits de base importés. Dans son rapport du 1^{er} novembre 2017, le Conseil fédéral a cru bon vouloir intégrer à la politique agricole, non pas la protection douanière qui y figure, mais bien plutôt son démantèlement progressif, avec force chiffres et scénarios à l'appui. Cette option provocatrice du Gouvernement a très mal passé, juste après la votation populaire ayant plébiscité l'inscription de la sécurité alimentaire dans la Constitution. En s'appuyant sur les thèses des grandes organisations économiques qui sont, au plan suisse s'entend, relativement hostiles au régime particulier réservé à l'agriculture et à ses conditions cadres, notamment lorsque celles-ci sont de nature à porter ombrage à leurs affaires, le Conseil fédéral a induit des réactions paysannes et politiques très virulentes qui l'ont ensuite forcé à renoncer au démontage du dispositif de protection à la frontière pour les produits agricoles. On peut néanmoins lire dans le projet PA22+ que cela n'est que partie remise dans le cadre de négociations de futurs accords commerciaux, certes en dehors de la réforme PA22+, mais pas sans conséquences ultérieures sur la production agricole suisse.

2.2 Un système complexe dont l'efficacité est confirmée par la pugnacité de ses détracteurs

Il est vrai que notre système agricole de protection douanière, parachevé au gré des nécessités et des concessions ayant fait loi, n'a pas pour lui une transparence et une lisibilité à la portée de tout un chacun. Cette protection est une lourde machine où chaque ligne de tarif douanier est finement répertoriée et nantie de ses propres mécanismes de régulation, entre contingents tarifaires et non tarifaires, droits de douane et taxes douanières, attributions administratives ou mises à l'encan, dont la quotité et la périodicité sont également variables selon la sensibilité des produits pour notre agriculture et son économie. On en veut pour preuve les limites qu'ont rapidement rencontrées, tant dans leurs investigations que dans leurs conclusions, les auteurs de deux études de référence pour les tenants d'une ouverture durable des frontières, l'une sur les effets d'une large ouverture du marché sur l'agriculture et le secteur agroalimentaire (Jacques Chavaz et al., 2016 – mandat CISA, economiesuisse, Migros et Nestlé), l'autre sur le potentiel des réductions tarifaires autonomes dans le domaine agroalimentaire (Jacques Chavaz et al., 2017 – mandat du SECO). La technocratie accomplie qui transparaît au gré du décodage méthodique des mesures millimétrées de protection douanière ne saurait cependant conduire à conclure inopinément à leur inefficacité du seul fait que l'on a de la peine à en comprendre les mécanismes ou à en distinguer les effets spécifiques. A contrario, on peut même postuler de leur réelle efficacité, en tant que barrière utile face aux importations à vil prix, si l'on considère les efforts acharnés que consacrent d'aucuns à discréditer cette protection, avec toutes sortes de motifs plus ou moins légitimes ou intéressés (ilot suisse de cherté, pratiques cartellaires ou oligopolistiques, rentes de situation des importateurs, profits réservés aux échelons de la transformation, frein au potentiel industriel des accords de libre-échange à venir, etc.). Face à la difficulté d'appréhender correctement les effets réels du dispositif en place, respectivement de son démantèlement, l'administration fédérale entend s'appuyer sur de savantes évaluations ou modélisations dont voici quelques morceaux choisis.

2.3 Des méthodologies, modélisations et simulations macro-économiques

Examen des politiques agricoles par l'OCDE

A intervalles réguliers, l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) publie son rapport d'examen des politiques agricoles consacré à la Suisse. Le dernier en date a été édité en 2015, avec une conclusion synthétique : Politique agricole suisse, plus efficace, mais pas encore assez compétitive. Suggérant de dissocier, d'une part les paiements directs alloués pour la fourniture de biens et de services pour la population, et d'autre part une production de denrées alimentaires plus compétitive, avec davantage de marge de manœuvre entrepreneuriale, afin de mieux pouvoir répondre aux signaux du marché, l'OCDE anticipait les réformes de PA 14-17 et leurs effets, ainsi que celles à venir avec PA22+. Les évaluations de l'OCDE se basent principalement sur l'estimation comparative des soutiens aux producteurs (ESP), en y intégrant un calcul théorique très discuté de la valeur de la protection à la frontière. Grâce à sa propre méthodologie de modélisation des effets économiques et environnementaux (Modèle d'évaluation des politiques – MEP), l'OCDE apporte en outre un éclairage assez complet sur l'efficacité économique et environnementale de la politique agricole suisse en comparaison internationale. Outre un bilan écologique plutôt positif pour l'agriculture suisse, l'importance relativement élevée des paiements directs dans le chiffre d'affaires de ses exploitations agricoles est considérée comme un frein à l'adaptation de l'offre au marché et une entrave à la compétitivité de notre industrie agro-alimentaire.

Modèles de projections Swismland et Capri

Agroscope a développé son propre système de modélisation du secteur agricole helvétique. Tout d'abord, SWISSland (www.swissland.org) qui est une modélisation multifactorielle agissant sur environ 3'200 exploitations comptables sur une durée de 12 ans. Sur mandat de l'OFAG ou de tiers, SWISSland permet d'évaluer de nombreuses interrogations de politique agricole. Il est complété par un programme allemand de modélisation des flux commerciaux des principaux produits agricoles, dénommé CAPRI et adapté à la Suisse et à ses marchés par Agroscope. Ainsi, en 2017, un rapport a analysé différents scénarios d'ouverture des marchés, avec ou sans paiements compensatoires, pour essayer d'identifier les évolutions possibles dans le secteur agricole : baisse du degré d'autoapprovisionnement, recul de la production indigène, chute du revenu sectoriel et des revenus agricoles, diminution du nombre d'exploitations, cessations et abandons, hausse du pouvoir d'achat des consommateurs, etc. Souvent trop optimistes quant à l'évolution économique positive attendue des changements structurels, pas très fiables quant à la plausibilité des relations causales entre les scénarios et leurs effets complexes, ces modèles pêchent aussi par l'opacité des « curseurs » qui y sont intégrés, n'échappant ainsi pas complètement aux risques de manipulations orientées sur des résultats préalablement visés, en particulier lorsqu'ils peuvent servir de caution scientifique aux décisions politiques.

Perspectives du Swiss Agricultural Outlook

Basée sur le modèle SWISSland, une autre simulation macro-économique est l'objet d'un projet pilote de réalisation d'un scénario de référence appelé Swiss Agricultural Outlook 2014-2024 (SAO). Il s'agit d'indiquer comment le secteur agricole de notre pays pourrait se développer à long terme sur la base des conditions-cadres nationales et internationales, avec la projection d'un scénario de référence, servant de base aux analyses d'autres scénarios. Les premiers résultats en 2015 donnaient une image stable de l'agriculture suisse, du fait de la continuité d'une protection douanière importante et de l'effet stabilisateur des paiements directs.

2.4 De l'utilité de la protection douanière, avec ses avantages et ses inconvénients

La protection douanière sert de fait à empêcher l'inévitable dumping qui prévaudrait sinon sur les produits alimentaires, dans un environnement où le différentiel de prix avec l'extérieur est important. Une large ouverture des frontières de notre pays aurait pour conséquences une réduction importante de la production indigène, partout où il n'est pas possible de « régater » en termes de compétitivité des prix, de qualité supérieure, de logistique d'approvisionnement et d'économies d'échelle. Il s'agit d'une assurance-vie pour notre agriculture, comme pour la population, garante à long terme d'un taux minimal d'auto-approvisionnement alimentaire.

La protection douanière préserve donc les possibilités intérieures de production agricole garantissant ainsi la sécurité alimentaire, tout en alimentant les caisses fédérales. Elle permet aussi de contrôler les flux de marchandises et par là d'en assurer la traçabilité nécessaire tant à la transparence et à la fiabilité contrôlée des indications de provenance et de qualité pour les consommateurs qu'à la sécurité sanitaire à laquelle ces derniers aspirent sans concession. Ensuite, la protection douanière facilite aussi le développement des relations commerciales, par le jeu des concessions mutuelles qu'elle permet ou non d'octroyer. Enfin elle promeut efficacement la durabilité de la consommation alimentaire en prohibant ou restreignant les importations de denrées produites au mépris de conditions sociales et de prescriptions environnementales ou éthologiques minimales.

Comme toute assurance, la protection douanière a un coût pour les consommateurs comme pour l'industrie de transformation. Si elle est excessive par rapport au pouvoir d'achat ou à la compétitivité industrielle, elle conduit au tourisme d'achat pour les uns, ou au trafic de perfectionnement actif (importations en franchise de douane pour réexporter ensuite des produits transformés) pour les autres. Dans le secteur agricole, la protection douanière peut aussi constituer un oreiller de paresse, n'incitant pas ses entreprises à s'adapter, à évoluer et à innover suffisamment pour élever le niveau de compétitivité des produits mis sur les marchés, en particulier à l'exportation où il règne une très forte pression concurrentielle, accentuée par de grands différentiels de prix ou par des représailles contre notre propre protection douanière.

En matière de protection à la frontière, il y a donc en permanence un équilibre à trouver en adaptant les instruments et leur modulation selon l'évolution des marchés extérieurs par rapport à la situation de notre économie agricole. Il faut pour cela bien sûr tenir compte des autres secteurs d'activités, industrielles ou de service, pour lesquels un accès facilité à de nouveaux marchés, jusque-là protégés, est également un enjeu stratégique à moyen terme. Cela vaut aussi pour les exportations de produits agricoles transformés, en dissociant dans ce contexte la provenance, indigène ou importée de leur matière première. Un des défis majeurs consistera à simplifier ce dispositif très complexe sans en diminuer les effets bénéfiques souhaités et en y éliminant les effets pervers, tels que les rentes de situation abusives ou les contremesures protectionnistes de tout acabit. Le démantèlement général de cette protection, gage pour certains chantres économiques d'une libération porteuse d'un renouveau entrepreneurial agricole idéalisé et d'une compétitivité miraculeusement retrouvée, n'est toutefois pas une solution défendable en matière de politique agricole responsable et durable. Le Conseil fédéral a fini par le comprendre sous la pression parlementaire, elle-même fondée sur l'argumentation qui a vu le peuple adopter en 2017 l'article 104a de la Constitution fédérale sur la sécurité alimentaire.

3. Résultats comptables et financiers des exploitations vaudoises affiliées à Fidasol SA

3.1 La situation vaudoise en comparaison nationale

Fournisseur des principaux indicateurs de l'économie agricole vaudoise, l'échantillon comptable 2017 de Fidasol englobe 740 exploitations vaudoises, ce qui constitue un groupe considéré statistiquement comme significatif (20% des 3'628 exploitations recensées dans le canton). Au plan national, les résultats suisses sont issus du dépouillement centralisé des données comptables publié par Agroscope, basés sur un échantillon aléatoire composé des comptabilités de 2'199 exploitations. Il est à noter que le passage progressif des comptabilités Agro-Twin vers le nouveau programme Winbiz diminue quelque peu l'échantillon comptable qui a pu être exploité sur Vaud.

Une bonne année 2017 ...mais seulement en moyenne

Les principaux résultats de 2017 pour l'ensemble des exploitations vaudoises sont meilleurs – en moyenne – qu'en 2015 et 2016, mais ce n'est pas le cas des exploitations de la région des collines où ils sont à la baisse et des exploitations de montagne où ils sont plutôt stables. La prestation brute moyenne (chiffre d'affaires) s'améliore aussi, sauf dans la région des collines. Les paiements directs moyens par exploitation sont par contre en léger recul dans toutes les zones, ce qui laisse apparaître une part plus grande de la valeur commerciale de la production. La réduction des charges se poursuit (- 2,7%), sauf en ce qui concerne les frais de personnel (+ 3,9%) et les frais généraux (+ 16,6%), ce qui traduit la poursuite de la rationalisation des entreprises déjà constatée dans les années passées. Le différentiel positif qui découle de cette évolution conjointe des recettes et des charges engendre une amélioration de 12,2% du revenu agricole moyen par exploitation par rapport à 2016 (+ 20% par rapport à 2015). Cette tendance favorable n'est toutefois de loin pas le lot de tous les types d'exploitation analysés.

3.2 Les résultats comptables vaudois par région de production

Un revenu du travail en hausse en plaine, en baisse en zone des collines et plutôt stable en montagne

La comparaison pluriannuelle des résultats par région de production (plaine – collines – montagne) indique en 2017 une stagnation du revenu du travail par unité de travail familiale (UTAF) en région de montagne : 49'115 fr/UTAF, soit - 0,8% par rapport à la moyenne pondérée 2015-2017. La stagnation observée en 2016 s'est muée en diminution marquée pour les exploitations de la zone des collines : 54'441 fr./UTAF, soit - 5% par rapport à la moyenne pondérée 2015-2017. Enfin, l'évolution plus positive déjà constatée en région de plaine l'année passée se confirme : 75'813 fr/UTAF, soit + 14,7% par rapport à la moyenne pondérée 2015-2017. Ces valeurs, ramenées à des revenus mensuels sur 13 mois, correspondent à des salaires de 5'830.- en plaine, de 4'190.- en zone de collines et de 3'780.- en région de montagne, sans qu'aucune rémunération ne soit calculée pour les fonds propres investis qui atteignent en moyenne largement plus du demi-million de francs par exploitation.

Un revenu comparable atteint en plaine mais toujours à la traîne en régions plus élevées

En proportion du salaire comparable 2015-2017 au niveau suisse, le revenu du travail par UTAF en 2017 représente 102% en région de plaine, soit enfin un niveau du revenu comparable dans le canton ; il n'est que de 78% en zone des collines et de 74% en région de montagne. Cette situation marque une différence croissante entre la plaine, plus diversifiée, et les régions plus hautes où prédomine l'élevage du bétail bovin, mettant davantage à contribution les forces de travail familiales dont la rémunération moyenne n'arrive toujours pas au niveau des salaires comparables des autres secteurs d'activité.

Tableau n° 6 – Résultats comptables suisses et vaudois 2015-2017 (toutes les exploitations)

		Dépeillement centralisé Agroscope			Résultats VD (approche statistique)		
		2015	2016	2017	2015	2016	2017
Toutes les exploitations							
Nb d'exploitations		2198	2094	2199	893	873	740
<i>Utilisation du sol</i>							
SAU	ha	24.91	25.34	25.69	32.95	33.94	33.29
Surface exploitée	ha	30.13	29.38	29.27	36.46	37.76	37.20
Surface en fermage	ha	*	*	*	18.92	19.88	19.80
Part de l'exploitation en fermage	%	*	*	*	52%	53%	53%
<i>Bilan</i>							
Actif total, dont :	Fr	958'207	978'773	992'644	967'315	978'125	983'934
Actif circulant	Fr	143'093	148'840	158'399	156'811	161'668	175'405
Immobilisations et animaux	Fr	810'146	824'484	828'153	803'635	809'324	801'266
Actif hors exploitation	Fr	4'968	5'449	6'092	6'870	7'133	7'263
Passif total	Fr	958'207	978'773	992'644	967'315	978'125	983'934
Capital étranger à court terme	Fr	23'486	24'468	27'902	36'688	36'416	38'693
Capital étranger à long terme	Fr	446'121	455'610	463'123	359'583	372'869	362'888
Capitaux propres de l'exploitation	Fr	488'600	498'695	501'619	564'173	561'707	578'522
<i>Résultats</i>							
Produit total (prestation brute), dont :	Fr	311'810	317'489	331'012	333'229	336'960	339'031
Production végétale	Fr	49'509	48'189	51'464	78'618	80'639	**
Production animale	Fr	144'663	146'384	154'764	111'145	111'741	**
Paievements directs	Fr	69'537	70'763	72'029	87'120	90'489	88'023
Produits divers para-agriculture	Fr	48'101	52'153	52'755	56'347	54'091	**
Charges totales, dont :	Fr	250'430	253'214	263'163	262'256	261'138	253'965
Charges de matières, marchandises et services	Fr	106'819	107'074	109'853	104'452	102'701	93'801
Charges de personnel	Fr	30'077	31'540	33'411	30'257	32'595	33'881
Charges des immobilisations et locations	Fr	90'250	91'483	96'601	99'818	97'875	95'527
Charges et produits financiers	Fr	6'106	5'763	5'563	6'458	6'317	5'410
Charges générales d'exploitation	Fr	17'178	17'354	17'735	21'271	21'741	25'345
Revenu agricole	Fr	61'380	64'275	67'849	70'973	75'822	85'066
Taux d'intérêt du capital propre	%	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
Intérêt calculé du capital propre	Fr	0	0	0	0	0	0
Revenu du travail par exploitation	Fr	61'380	64'275	67'849	70'809	75'822	85'066
UTAF (unité de travail annuel familiale)		1.38	1.36	1.36	1.27	1.20	1.23
Revenu du travail agricole par unité familiale	Fr	44'554	47'204	49'918	55'755	63'185	69'159
Revenus annexes	Fr	29'878	30'638	31'640	20'391	22'774	25'303
Revenu total	Fr	91'258	94'913	99'489	91'364	98'596	110'369
* données non fournies par Agroscope							
** valeurs vaudoises 2018 indisponibles							

NB : les résultats ci-dessus sont tirés des comptabilités dépeillées par Fidasol SA et des références d'Agroscope - DCDC

Tableau n° 7 – Résultats comptables suisses et vaudois 2015-2017 (avec les 3 régions)

	Dépouillement centralisé Agroscope			Résultats VD (analyse Fidasol)		
	2015	2016	2017	2015	2016	2017
Toutes les régions						
NB d'exploitations de l'échantillon	2'198	2'094	2'199	891	873	740
SAU	24.91	25.34	25.69	32.95	33.94	33.29
Surface en fermage	*	*	*	18.92	19.88	19.80
Actif total	958'207	978'773	992'644	967'315	978'125	983'934
Capitaux propres de l'exploitation	488'600	498'695	501'619	564'173	561'707	578'522
Prestation brute totale	311'810	317'489	331'012	333'229	336'960	339'031
dont paiements directs	69'537	70'763	72'029	87'120	90'489	88'023
Coût réels	250'430	253'214	263'163	262'256	261'138	253'965
Revenu agricole	61'380	64'275	67'849	70'973	75'822	85'066
Intérêts calculés du capital propre de l'expl.	0	0	0	0	0	0
Revenu du travail	61'380	64'275	67'849	70'973	75'822	85'066
Unités de main-d'œuvre familiale (UTAF/expl.)	1.38	1.36	1.36	1.27	1.2	1.23
Revenu du travail par UTA familiale	44'554	47'204	49'918	1.27	63'185	69'159
Région de plaine						
Prestation brute totale	412'486	423'243	436'990	347'917	349'564	356'764
dont paiements directs	63'475	64'592	66'344	80'013	83'128	82'448
Coût réels	337'752	343'320	353'728	276'006	272'656	265'030
Revenu agricole	74'734	79'923	83'262	71'911	76'908	91'733
Intérêts calculés du capital propre de l'expl.	0	0	0	0	0	0
Revenu du travail	74'734	79'923	83'262	71'911	76'908	91'733
Unités de main-d'œuvre familiale (UTAF/expl.)	1.37	1.33	1.34	1.28	1.16	1.21
Revenu du travail par UTA familiale	54'658	60'142	59'038	56'180	66'300	75'813
Salaire comparable 2015/2017 : 74'429	74%	81%	79%	76%	89%	102%
Région des collines						
Prestation brute totale	269'597	274'148	286'673	310'238	319'888	302'588
dont paiements directs	65'179	66'133	66'991	100'344	105'517	98'253
Coût réels	215'969	219'464	227'086	237'702	246'607	236'715
Revenu agricole	53'628	54'684	59'587	72'536	73'281	65'873
Intérêts calculés du capital propre de l'expl.	0	0	0	0	0	0
Revenu du travail	53'628	54'684	59'587	72'536	73'281	65'873
Unités de main-d'œuvre familiale (UTAF/expl.)	1.35	1.35	1.33	1.22	1.26	1.21
Revenu du travail par UTA familiale	39'663	40'533	41'689	59'456	58'160	54'441
Salaire comparable 2015/2017 : 69'425	57%	58%	60%	86%	84%	78%
Région de montagne						
Prestation brute totale	209'636	209'627	223'363	262'346	268'379	269'785
dont paiements directs	81'886	83'454	84'431	116'461	117'205	112'369
Coût réels	159'877	158'472	169'549	203'057	195'636	199'059
Revenu agricole	49'759	51'155	53'814	59'289	72'743	70'726
Intérêts calculés du capital propre de l'expl.	0	0	0	0	0	0
Revenu du travail	49'759	51'155	53'814	59'289	72'743	70'726
Unités de main-d'œuvre familiale (UTAF/expl.)	1.41	1.42	1.42	1.26	1.39	1.44
Revenu du travail par UTA familiale	35'166	36'070	36'386	47'055	52'333	49'115
Salaire comparable 2015/2017 : 66'614	53%	55%	55%	72%	80%	74%
* données non fournies par AgroScope						

NB : les résultats ci-dessus sont tirés des comptabilités dépouillées par Fidasol SA et des références d'Agroscope - DCDC

3.3 Les résultats comptables vaudois par type d'exploitations

Par rapport à 2016, les entreprises spécialisées dans les grandes cultures se caractérisent en 2017 par une prestation brute équivalente à 2015, tout en ayant maintenu le niveau réduit des coûts de production de 2016 (- 4,7%), et avec un montant stable de paiements directs de l'ordre de 81'500.- par exploitation, soit 31% du chiffre d'affaires agricole (33% en 2016). Le revenu agricole moyen est en nette progression par rapport à 2015 et 2016 (+ 13%, resp. + 23%), davantage que la moyenne suisse (+ 14,5%, resp. + 7,7%). La part des revenus annexes représente 28,6% du revenu total d'exploitation.

Pour les exploitations de cultures spéciales (arboriculture, culture maraîchère ou viticulture), les résultats sont plus difficiles à interpréter et à comparer en raison de l'arrivée d'une part importante de nouvelles exploitations et de l'hétérogénéité des productions. Au niveau cantonal, la prestation brute moyenne a fortement augmenté en 2016 (+ 25%), de même que les paiements directs (+ 12%) qui ne représentent toutefois que 8,4% du chiffre d'affaires (9,3% en 2016). Avec une hausse des charges (+ 24%) de même ampleur, les revenus agricole et total ont augmenté de près de 27%, la valeur des revenus annexes, en augmentation nominale (+ 23%), restant stable à 18 % du revenu total.

Dans le groupe des exploitations laitières, l'embellie relevée en 2016 ne s'est pas confirmée. Mais là aussi, les résultats sont difficiles à interpréter et à comparer en raison de l'arrivée d'une part importante de nouvelles exploitations dans le groupe vaudois. Parallèlement à la SAU moyenne du groupe (- 4%), la prestation brute moyenne par exploitation vaudoise diminue de 4% en 2016, alors que son évolution nationale (+ 8,7%) reflète un accroissement des quantités produites et une légère amélioration du prix du lait en fin d'exercice. Les paiements directs, ramenés à l'hectare, sont assez stables et représentent environ un tiers du chiffre d'affaires agricole. En conséquence, le revenu agricole par exploitation est à nouveau en net recul par rapport à 2015 et 2016 (- 10%, resp. - 13%). Les revenus annexes (21% du revenu total) restent secondaires pour ces exploitations mobilisant beaucoup de main-d'œuvre familiale mais ils gagnent en importance (augmentation de 70%), nécessité faisant loi.

Commentaire

Les résultats comptables vaudois 2017 sont le reflet d'une bonne année agricole dans l'ensemble, grâce aux excellentes récoltes des grandes cultures et des cultures spéciales, la plupart épargnées par les gelées printanières dans notre canton, et une bonne tenue dans l'année du marché de la viande bovine. Cette situation moyenne reste au demeurant plus avantageuse que les résultats issus du Dépouillement centralisé d'Agroscope, ce qui s'explique principalement par les différences structurelles (% plus élevé d'exploitations en région de plaine et de cultures spéciales, exploitations de plus grande taille (SAU), moins d'unités de MO familiale). On relèvera enfin que ces résultats ne sont que des moyennes qui masquent l'énorme dispersion des revenus entre les exploitations les plus rentables et les moins bien loties (indice de dispersion CH : 2,5). Ainsi, au niveau national, l'amplitude du revenu du travail familial varie de moins de 20'000.- fr/UTAF jusqu'à plus de 130'000.- fr/UTAF. L'atteinte d'un revenu agricole qui soit comparable, dans la durée et pour toutes les familles paysannes, au salaire des employés des autres secteurs d'activité, reste donc un objectif prioritaire que se doit d'atteindre la politique agricole.

Lausanne, janvier 2019

Ch. Aeberhard
Prométerre

D. Johannot
Fidasol SA

Annexes - Les résultats comptables CH et VD pour 4 types d'exploitations 2015-2017

Tableau n° 8 - Comparaison des résultats comptables suisses et vaudois 2015-2017 (grandes cultures)

Grandes cultures	Dépouillement centralisé Agroscope			Résultats VD (approche statistique)		
	2015	2016	2017	2015	2016	2017
Nb d'exploitations	102	89	119	174	164	159
<i>Utilisation du sol</i>						
SAU	ha	33.96	35.26	34.39	34.02	34.26
Surface exploitée	ha	36.42	37.58	36.33	36.36	36.78
Surface en fermage	ha *	*	*	16.65	16.77	17.64
Part de l'exploitation en fermage	% *	*	*	46%	46%	48%
<i>Bilan</i>						
Actif total, dont :	Fr	938'739	900'708	930'511	908'157	906'924
Actif circulant	Fr	175'983	*	*	155'294	164'872
Immobilisations et animaux	Fr	752'777	713'619	738'831	751'497	738'260
Actif hors exploitation	Fr	9'979	8'271	9'636	1'366	3'791
Passif total	Fr	938'739	900'708	930'511	908'157	906'924
Capital étranger à court terme	Fr	22'365	20'864	26'251	23'597	26'311
Capital étranger à long terme	Fr	310'024	350'618	389'602	278'600	295'440
Capitaux propres	Fr	606'350	529'226	514'657	604'233	581'382
<i>Résultats</i>						
Produit total (prestation brute), dont :	Fr	290'033	290'631	320'623	260'876	246'821
Production végétale	Fr	110'099	101'608	120'311	114'838	104'383
Production animale	Fr	59'613	63'132	66'788	26'315	24'089
Paiements directs	Fr	74'667	78'903	74'048	80'058	81'214
Produits divers para-agriculture	Fr	45'654	46'988	59'476	39'665	37'135
Charges totales, dont :		222'784	219'089	243'592	191'753	183'278
Charges de matières, marchandises et services	Fr	92'865	95'444	99'424	74'981	69'980
Charges de personnel	Fr	18'961	19'139	22'525	14'194	13'836
Charges des immobilisations et locations	Fr	91'611	85'384	101'712	80'005	76'659
Charges et produits financiers	Fr	4'534	4'404	5'542	5'518	5'602
Charges générales d'exploitation	Fr	14'812	14'717	14'389	17'055	17'201
Revenu agricole	Fr	67'249	71'543	77'030	69'123	63'543
Taux d'intérêt du capital propre	%	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
Intérêt calculé du capital propre	Fr	0	0	0	0	0
Revenu du travail par exploitation	Fr	67'249	71'543	77'030	69'123	63'543
UTAF (unité de travail annuel familiale)		1.14	1.09	1.13	1.00	1.00
Revenu du travail agricole par unité familiale	Fr	58'943	65'877	68'300	69'123	63'543
Revenus annexes	Fr	38'004	40'694	45'193	23'481	27'287
Revenu total	Fr	105'253	112'237	122'223	92'604	90'830
* données non fournies par AgroScope						
** valeurs vaudoises 2018 indisponibles						

NB : les résultats ci-dessus sont tirés des comptabilités dépouillées par Fidasol SA et des références d'Agroscope - DCDC

Tableau n° 9 - Comparaison des résultats comptables suisses et vaudois 2015-2017 (cultures spéciales)

		Dépouillement centralisé Agroscope			Résultats VD (approche statistique)		
		2015	2016	2017	2015	2016	2017
Cultures spéciales							
Nb d'exploitations		241	229		108	93	91
<i>Utilisation du sol</i>							
SAU	ha	17.00	16.24	15.69	12.51	13.3	15.66
Surface exploitée	ha	18.18	17.31	16.66	13.91	15.79	17.47
Surface en fermage	ha	*	*		6.57	7.78	8.68
Part de l'exploitation en fermage	%	*	*		47%	49%	50%
<i>Bilan</i>							
Actif total, dont :	Fr	998'547	1'089'374	1'055'783	1'008'600	1'036'448	1'161'434
Actif circulant	Fr	234'395	* *		227'113	241'660	265'938
Immobilisations et animaux	Fr	751'244	780'353	750'040	761'476	782'007	882'144
Actif hors exploitation	Fr	12'908	13'124	16'932	20'011	12'780	13'352
Passif total	Fr	998'547	1'089'374	1'055'783	1'008'600	1'036'448	1'161'434
Capital étranger à court terme	Fr	45'416	53'212	53'439	46'265	46'602	51'860
Capital étranger à long terme	Fr	438'896	460'340	434'830	384'261	402'033	461'779
Capitaux propres	Fr	514'235	575'822	567'513	558'063	575'033	641'430
<i>Résultats</i>							
Produit total (prestation brute), dont :	Fr	509'762	527'200	498'495	330'844	359'255	447'378
Production végétale	Fr	307'364	295'344	296'492	111'772	137'571	**
Production animale	Fr	9'680	9'573	8'101	187	2'159	**
Paievements directs	Fr	37'170	35'845	36'411	30'323	33'568	37'520
Produits divers para-agriculture	Fr	155'548	186'438	157'491	188'563	185'956	**
Charges totales, dont :		421'385	425'058	412'391	263'463	261'259	322'822
Charges de matières, marchandises et services	Fr	145'190	148'010	135'745	91'333	88'046	84'342
Charges de personnel	Fr	126'972	131'447	135'319	69'107	69'908	96'630
Charges des immobilisations et locations	Fr	110'505	106'765	106'080	68'457	69'888	79'844
Charges et produits financiers	Fr	7'035	6'859	5'851	7'677	7'205	8'006
Charges générales d'exploitation	Fr	31'684	31'976	29'666	26'890	26'213	53'999
Revenu agricole	Fr	88'377	102'142	86'104	67'381	97'996	124'556
Taux d'intérêt du capital propre	%	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
Intérêt calculé du capital propre	Fr	0	0	0	0	0	0
Revenu du travail par exploitation	Fr	88'377	102'142	86'104	67'381	97'996	124'556
UTAF (unité de travail annuel familiale)		1.39	1.33	1.32	1.25	1.22	1.15
Revenu du travail agricole par unité familiale	Fr	63'717	76'583	65'372	53'905	80'325	108'310
Revenus annexes	Fr	28'949	32'608	36'942	22'224	22'359	27'447
Revenu total	Fr	117'326	134'750	123'046	89'605	120'355	152'003
* données non fournies par AgroScope							
** valeurs vaudoises 2018 indisponibles							

NB : les résultats ci-dessus sont tirés des comptabilités dépouillées par Fidasol SA et des références d'Agroscope - DCDC

Tableau n° 10 - Comparaison des résultats comptables suisses et vaudois 2015-2017 (expl. laitières)

		Dépouillement centralisé Agroscope			Résultats VD (approche statistique)		
		2015	2016	2017	2015	2016	2017
Lait commercialisé							
Nb d'exploitations		433	400	432	66	67	66
Utilisation du sol							
SAU	ha	22.87	23.31	23.52	32.64	34.57	33.13
Surface exploitée	ha	31.45	28.49	27.77	36.13	40.17	39.43
Surface en fermage	ha *	*		*	19.88	24.78	23.98
Part de l'exploitation en fermage	% *	*		*	55%	62%	61%
Bilan							
Actif total, dont :	Fr	832'625	862'213	859'238	871'370	887'506	842'395
Actif circulant	Fr	110'821	*	*	165'582	167'541	174'297
Immobilisations et animaux	Fr	718'736	746'674	733'813	693'788	707'762	660'856
Actif hors exploitation	Fr	3'068	3'989	4'056	12'000	12'203	7'242
Passif total	Fr	832'625	862'213	859'238	871'370	887'506	842'395
Capital étranger à court terme	Fr	15'404	15'264	17'564	35'043	35'358	46'787
Capital étranger à long terme	Fr	382'169	403'851	388'820	249'942	250'365	262'546
Capitaux propres	Fr	435'052	443'098	452'854	574'385	589'580	524'436
Résultats							
Produit total (prestation brute), dont :	Fr	221'856	230'454	241'198	303'364	321'276	311'496
Production végétale	Fr	6'423	7'355	6'120	7'198	11'270	**
Production animale	Fr	119'361	121'391	133'075	175'618	184'557	**
Paiements directs	Fr	68'223	70'300	70'333	101'572	105'905	99'486
Produits divers para-agriculture	Fr	27'849	31'408	31'670	18'976	19'544	**
Charges totales, dont :		168'979	174'622	182'302	225'641	240'390	241'394
Charges de matières, marchandises et services	Fr	60'119	61'307	65'035	81'885	87'589	89'797
Charges de personnel	Fr	15'266	15'895	16'131	22'146	24'737	24'595
Charges des immobilisations et locations	Fr	74'801	78'519	82'664	97'837	103'136	99'125
Charges et produits financiers	Fr	4'860	4'957	4'549	4'604	4'719	4'821
Charges générales d'exploitation	Fr	13'933	13'944	13'923	19'171	20'210	23'055
Revenu agricole	Fr	52'878	55'832	58'895	77'723	80'886	70'102
Taux d'intérêt du capital propre	%	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
Intérêt calculé du capital propre	Fr	0	0	0	0	0	0
Revenu du travail par exploitation	Fr	52'878	55'832	58'895	77'723	80'886	70'102
UTAF (unité de travail annuel familiale)		1.41	1.43	1.43	1.20	1.19	1.23
Revenu du travail agricole par unité familiale	Fr	37'599	39'097	41'205	64'769	67'971	56'994
Revenus annexes	Fr	28'372	27'660	27'457	13'628	10'867	18'431
Revenu total	Fr	81'250	83'492	86'352	91'351	91'753	88'533
* données non fournies par AgroScope							
** valeurs vaudoises 2018 indisponibles							

NB : les résultats ci-dessus sont tirés des comptabilités dépouillées par Fidasol SA et des références d'Agroscope - DCDC

Tableau n° 11 - Comparaison des résultats comptables suisses et vaudois 2015-2017 (lait et cultures)

		Dépouillement centralisé Agroscope			Résultats VD (approche statistique)		
		2015	2016	2017	2015	2016	2017
Combinées lait commerc. / grandes cultures							
Nb d'exploitations		125	119	131	126	121	100
<i>Utilisation du sol</i>							
SAU	ha	32	31.92	31.55	38.75	39.66	40.01
Surface exploitée	ha	34.92	34.87	34.55	44.37	44.83	44.98
Surface en fermage	ha *	*	*	*	24.09	24.1	24.81
Part de l'exploitation en fermage	% *	*	*	*	54%	54%	55%
<i>Bilan</i>							
Actif total, dont :	Fr	1'050'125	1'043'896	1'228'357	1'019'239	1'028'773	1'162'708
Actif circulant	Fr	188'859	*	*	132'029	132'378	170'899
Immobilisations et animaux	Fr	856'171	866'710	1031688	887'012	896'143	991'591
Actif hors exploitation	Fr	5'095	6'285	5710	198	252	218
Passif total	Fr	1'050'125	1'043'896	1'228'357	1'019'239	1'028'773	1'162'708
Capital étranger à court terme	Fr	23'656	23'874	31682	37'768	36'543	44'438
Capital étranger à long terme	Fr	492'870	484'724	592277	366'480	389'042	365'453
Capitaux propres	Fr	533'599	531'298	604'219	614'793	602'937	736'698
<i>Résultats</i>							
Produit total (prestation brute), dont :	Fr	344'052	345'576	362'150	375'887	331'470	380'288
Production végétale	Fr	61'418	57'808	63'580	77'409	61'729	**
Production animale	Fr	168'928	170'446	175'994	165'772	156'747	**
Paiements directs	Fr	71'114	69'937	69'880	103'324	102'356	101'940
Produits divers para-agriculture	Fr	42'592	47'385	52'696	29'383	10'639	**
Charges totales, dont :		274'912	280'467	291'503	302'833	260'104	301'784
Charges de matières, marchandises et services	Fr	114'177	119'134	119'752	115'789	108'572	116'734
Charges de personnel	Fr	31'439	31'252	34'734	31'835	28'033	30'924
Charges des immobilisations et locations	Fr	103'865	104'250	109'886	125'660	115'536	123'678
Charges et produits financiers	Fr	6'733	6'103	6'360	5'951	5'978	5'434
Charges générales d'exploitation	Fr	18'698	19'727	20'771	23'600	22'491	25'012
Revenu agricole	Fr	69'140	65'109	70'647	73'054	71'366	78'504
Taux d'intérêt du capital propre	%	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
Intérêt calculé du capital propre	Fr	0	0	0	0	0	0
Revenu du travail par exploitation	Fr	69'140	65'109	70'647	73'054	71'366	78'504
UTAF (unité de travail annuel familiale)		1.42	1.43	1.42	1.13	1.09	1.23
Revenu du travail agricole par unité familiale	Fr	48'561	45'625	49'660	64'650	65'473	63'825
Revenus annexes	Fr	24'875	20'886	25'437	15'419	16'652	19'599
Revenu total	Fr	94'015	85'995	96'084	88'473	88'018	98'103
* données non fournies par Agroscope							
** valeurs vaudoises 2018 sans variations de stocks							

NB : les résultats ci-dessus sont tirés des comptabilités dépouillées par Fidasol SA et des références d'Agroscope - DCDC